

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » Karl Marx

Le fil rouge

Édité par des militants anticapitalistes de l'aéronautique toulousaine

19 février 2024

La grève pour de meilleurs salaires à l'ordre du jour pour nous tous !

Les contrôleurs SNCF en grève à 70 % durant trois jours, au beau milieu des vacances d'hiver de la zone C, comprenant notamment la région parisienne, et voilà un emballement médiatique comme on en a déjà connu par le passé : haro sur les cheminots, « ces privilégiés », ces « preneurs d'usagers en otages » et sus au droit de grève dans les transports... que la droite voudrait interdire 60 jours par an, rien que ça !

Les trains ne roulent pas tout seuls

Il est peu probable que les 90 % de la population qui ne partent jamais aux sports d'hiver se soient sentis « pris en otage » par des cheminots qui avaient prévenu depuis plusieurs mois qu'ils exerceraient leur droit de grève entre le 16 et le 19 février s'ils n'obtenaient pas satisfaction sur des revendications salariales et de conditions de travail qu'ils portent depuis plusieurs années. La direction de la SNCF les a méprisés, tout comme le gouvernement et les patrons méprisent toutes celles et ceux qui ne peuvent plus vivre dignement de leur salaire en ces temps d'inflation.

La rémunération des contrôleurs est constituée de 40 % de primes qu'ils perdent dès qu'ils sont malades et qui ne comptent pas toutes pour la retraite. Déjà, en décembre 2022, ils avaient mené une grève massive, à la suite de laquelle la direction de la SNCF avait lâché quelques miettes, mais sur la question principale, celle leur rémunération de base, rien. Alors voilà pourquoi ils et elles ont fait grève massivement de nouveau, et c'est bien normal !

« Travailler est un devoir » (Attal dixit) : LOL

Eh oui, la grève ça se voit, ça a même des effets... sur « l'économie », s'étranglent tous ces députés et sénateurs qui veulent inventer un calendrier annuel des jours sans grève. Le gouvernement ne serait pas contre, le Rassemblement National non plus. Mais c'est plus facile à dire qu'à mettre en œuvre, car tout ce petit monde tout dévoué aux intérêts des riches et des patrons le sait bien : la force des travailleurs et des travailleuses, c'est la grève justement ! D'ailleurs ces dernières semaines la multiplication des grèves pour de meilleurs salaires est là pour le leur rappeler. À la RATP (aux ateliers de maintenance), à la Poste

(notamment dans les centres de tri), mais aussi dans de nombreuses entreprises du privé (chez Revima, Ubisoft, Proxiserve, Alstom, Safran et beaucoup d'autres) les salariés exigent des augmentations de salaire qui leur permettent de faire autre chose que survivre.

Notre vrai devoir : aller chercher 400 euros de plus pour toutes et tous !

Cette tendance générale à la baisse des salaires est d'autant plus choquante quand on la compare à l'explosion des profits à laquelle on assiste depuis trois ans. La Bourse vient de pulvériser son record historique ; 42 milliardaires français ont empoché 230 milliards supplémentaires de dividendes depuis 2020, soit l'équivalent du total des dépenses de santé en 2022.

Total, CMA-CGM, PSA-Stellantis, Vinci, Lactalis... toutes les grandes entreprises voient exploser leurs profits, obtenus par le gel des salaires, des années de politique d'allègement de cotisations sociales, de réformes et de plans d'austérité, mais aussi de dégradation des services publics, d'attaques contre le financement des retraites et du chômage... De l'argent, il y en a dans les caisses du patronat, et plus que jamais même !

Et c'est toutes et tous ensemble qu'on devra défier nos patrons et le gouvernement, comme ont osé le faire pendant un week-end quelques centaines de cheminots. Aucun appel au niveau national des directions syndicales ne nous y invite mais cela ne doit pas nous paralyser. Bien au contraire, c'est par nos grèves, et en les généralisant dans une lutte offensive d'ensemble pour l'augmentation générale des salaires, qu'on pourra récupérer tout ce qu'on nous a volé depuis des années !

Une année exceptionnelle

Records de commandes, de livraisons ; dividende par action « stable » (1,80€) mais avec un dividende « exceptionnel » de 1€ ! ; et ils arrivent quand même à pleurer, car Airbus Défense et Espace noircirait le tableau. Or, cette activité est juste cyclique, elle a des hauts et de bas. Au lieu de s'organiser en fonction, ils dépouillent la boîte de ses salariés à chaque ralentissement, et après ils peinent à reconstruire, comme ils ont fait avec la branche avions au début du Covid.

C'est la fête des actionnaires, mais ces résultats sont le fruit du travail des salariés d'Airbus, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs. Ensemble, collectivement, exigeons notre dû.

La réalité enfin admise ?

Ce sont des retards de 8 à 9 mois pour des livraisons attendues fin 2024 et en 2025 qui sont annoncées par Airbus aux compagnies, pour des problèmes d'approvisionnement.

Alors est-il vraiment nécessaire de multiplier aujourd'hui les heures sups sur les FAL, au prix de notre santé ?

La hiérarchie veut montrer qu'Airbus est prêt, mais quand les trous de chaîne vont arriver, nous serons envoyés à droite et à gauche pour combler les trous, voire carrément en vacances forcées.

Airbus ouvre un CFA sur la FAL A350.

Pour les chefs, le training center ne forme pas assez vite les nouvelles recrues ont dées. La durée du training passe de 7 à 2 semaines. Et vu que sur les postes on se la coule douce, ils ont décidé de nous que ce serait à nous de compenser.

Nous devons désormais former en direct nos futurs collègues, qui font parfois leurs premiers pas sur un site industriel, et bien sûr sans ralentir les cadences.

Nous sommes donc ajusteur-monteur-formateur. Dommage que sur la fiche de paye on ne voit que « ajusteur-monteur ».

T'es fatigué ? Arrête !

En janvier, sur les FAL A320 et A321, les accidents du travail avec arrêt ont augmenté. Les chefs nous expliquent que ce serait lié à des erreurs individuelles d'inattention. Aucun lien bien sûr avec les cadences en hausse et la fatigue qui va avec...

Ils nous pressent pour produire plus pour leurs profits, ça nous casse et quand ça rentre dans leurs stats ils disent que c'est notre faute... Pour baisser les accidents il faudrait qu'on soit plus pour faire le même taf à des cadences correctes, mais ça ils ne veulent pas : leurs profits valent plus que nos vies.

La FAL A350 serait-elle victime d'un embargo ?

Depuis des années, on ne peut que constater la dégradation de nos outils de travail : visseuses qui tombent en pièces dans nos mains, pannes de courants généralisées... Les chefs l'expliquent en disant que l'A350 ne rapporte pas assez. Mais ils oublient qu'on a des jambes et que lorsqu'on va sur

la FAL de l'A320, qui est censée faire tourner la boîte, c'est la même chose ! Vendre des avions des centaines de millions avec des outils qui tombent en miettes dans les mains d'ouvriers qui n'en peuvent plus, voilà la recette secrète des profits d'Airbus.

Bientôt tous au SMIC ?

Depuis 4 ans, le total des augmentations générales et individuelles à Airbus est de 11,4 %. Mais le SMIC, indexé sur l'inflation officielle, a été augmenté de 13,6 % sur la même période. Alors à ce rythme, nous serons bientôt tous au SMIC.

Mais SMIC ou pas, il nous faut de quoi vivre dignement. 2000 euros net sans avoir à faire les heures sup, c'est le minimum aujourd'hui.

On n'aurait pas tort de les exiger vu ce qu'Airbus distribue aux actionnaires.

Safran : grève suivie pour les salaires

Mercredi 14 février les salariés de plusieurs sites de Safran en France se sont mis en grève. Lors des NAO, la direction ne proposait qu'entre 3 et 3,5 % d'augmentation, loin derrière l'inflation, alors que le groupe a augmenté son chiffre d'affaires de 22 % et vu ses bénéfices bondir.

À Safran comme à la SNCF et partout, les luttes pour nos salaires sont plus que nécessaires !

SNCF : FAUT-IL LIMITER LE DROIT DE GRÈVE ?



Psychiatrie : une dégradation aux conséquences dramatiques

Mercredi 13 février, aux urgences psychiatriques de Purpan, un patient s'est suicidé après avoir attendu 10 jours une hospitalisation. Dans la même semaine deux patientes y ont été victimes d'agressions sexuelles.

Les services de psychiatrie sont victimes d'un manque de personnel et de lits. Dans une société de plus en plus anxiogène, le gouvernement priorise les dépenses militaires. Et les solutions proposées semblent loin d'être à la hauteur de la crise....

Prévention du génocide à Gaza : le Japon prend ses responsabilités

Le gouvernement japonais soutient la décision de la cour internationale de justice pour prévenir le génocide à Gaza. En conséquence, le groupe Itochu a cessé sa coopération stratégique avec Elbit, qui fabrique des drones pour l'armée israélienne.

On attend du gouvernement français et de Thalès le même courage politique (et on risque d'attendre longtemps).